

BE-A0525_723392_807295_FRE

Inventaire des archives de la commune
d'Achet. Dépôt 2022 (1878-1977 (1982))



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
1 - 6 Registres aux délibérations. 1898-1976.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
C. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	21
9 - 10 Dossiers relatifs aux contentieux impliquant la commune. 1947, 1953-1954.....	21
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. Suppression ou fusion.....	23
2. Territoire.....	23
3. Rang dans la classification des communes.....	23
4. Coopération intercommunale.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	23
1. Conseil communal.....	23
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
17 - 18 Expéditions d'arrêtés du secrétaire général du Ministère de	

l'Intérieur et de la Santé publique. 15 juillet 1943, 16 juillet 1943.....	24
3. Bourgmestre.....	24
23 - 24 Dossiers relatifs aux pensions de survie des épouses des bourgmestres décédés. 1968, 1972-1976.....	24
C. Personnel des services.....	24
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	24
2. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	25
3. Dossiers du personnel administratif et technique.....	25
28 - 32 Dossiers individuels des commis au ravitaillement. 1941-1948, 1963, 1965.....	25
33 - 34 Dossiers individuels des secrétaires communaux. 1933-1974.....	25
4. Dossiers du personnel ouvrier.....	25
5. Dossiers du personnel de police.....	25
6. Dossiers du personnel enseignant.....	26
7. Autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal.....	26
III. Patrimoine.....	27
A. Généralités.....	27
B. Biens immobiliers.....	27
56 - 120 Dossiers relatifs aux ventes de terrains communaux. 1900-1901, 1908, 1924, 1945, 1949-1950, 1959-1961, 1964-1977.....	27
61 - 113 Dossiers relatifs aux ventes de terrains dans le lotissement communal au lieudit " Golette " sis route du Bois Saint-Paul. 1960-1961, 1965, 1966-1977.....	28
114 - 119 Dossiers relatifs à la vente de 5 parcelles cadastrées section C, n° 758A partie, 759A partie et 755D partie. 1964, 1968.....	32
127 - 129 Dossiers relatifs aux aliénations nécessaires pour déplacer les chemins n° 6 et 8. 1966-1967.....	33
C. Biens mobiliers.....	34
IV. Finances et fiscalité.....	35
A. Généralités.....	35
B. Comptabilité du secrétariat.....	35
1. Budgets et annexes.....	35
142 - 145 Budgets annuels. 1900, 1954-1975.....	35
2. Subventions des autorités supérieures.....	35
C. Comptabilité du receveur.....	36
1. Registres de comptabilité.....	36
148 - 152 Grands-livres des recettes et dépenses. 1971, 1973-1976.....	36
2. Comptes et pièces justificatives.....	36
153 - 156 Comptes annuels. 1930-1934, 1938, 1950-1976.....	36
157 - 164 Pièces justificatives aux comptes. 1961-1962, 1969-1971, 1973- 1975.....	36
3. Entrée en fonction du receveur.....	37
D. Impositions et taxes.....	37
1. Impôts communaux.....	37
2. Impôts provinciaux.....	37
3. Impôts d'État.....	37
V. État civil.....	38
A. Cimetières et funérailles.....	38
B. Autres documents.....	38
VI. Population.....	39
A. Registres et mouvements de la population.....	39
179 - 189 Registres de la population. 1899-1980.....	39
183 - 184 1931-1947.....	39

185 - 186 1948-1960.....	39
188 - 189 1971-1980.....	39
190 - 191 Index des registres de la population. 1921-1930, 1961-1970.....	40
192 - 197 Registres des entrées et sorties. 1898-1961.....	40
192 - 194 Entrées. 1898-1961.....	40
195 - 197 Sorties. 1898-1960.....	40
B. Recensements et autres états de la population.....	40
C. Cartes d'identité et passeports.....	41
D. Étrangers.....	41
204 - 206 Registres des étrangers. 1931-1971.....	41
VII. Élections.....	43
A. Listes électorales et listes dérivées.....	43
214 - 224 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1946-1966, 1976-1978.....	43
B. Dossiers des élections.....	43
VIII. Affaires militaires et guerres.....	45
A. Service militaire.....	45
228 - 229 Registres des militaires en congé illimité. 1907-1942.....	45
B. Garde civique.....	46
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	46
D. Guerres et conséquences.....	46
IX. Ordre et sécurité publics.....	47
A. Police.....	47
1. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	47
2. Missions de police judiciaire.....	47
B. Service d'incendie.....	47
X. Santé publique.....	48
A. Généralités.....	48
B. Services communaux.....	48
C. Exécution des tâches communales.....	48
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	48
262 - 263 Registres des vaccinations antipoliomyélitiques. 1963, 1967-1976.....	48
2. Police sanitaire des animaux domestiques.....	49
265 - 270 Dossiers relatifs aux déclarations de cas de maladies contagieuses dans les exploitations et à la lutte contre ces maladies. 1947-1971.....	49
3. Analyse de l'eau potable.....	49
4. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	50
5. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	50
281 - 319 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation et d'exploitation d'établissements considérés comme dangereux, insalubres ou incommodes. 1935, 1943, 1948, 1952-1954, 1957-1976.....	50
282 - 283 Carrières de sable à ciel ouvert. 1943, 1953-1954.....	50
289 - 290 Réservoirs à mazout. 1963, 1973.....	51
292 - 293 Porcheries. 1966, 1970, 1982.....	51
294 - 316 Réservoirs de gaz propane. 1967, 1969-1971, 1973-1976.....	51
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	55
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	55
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	55
2. Bâtiments scolaires.....	55

3. Bâtiments du culte.....	55
4. Cimetières.....	56
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	56
1. Généralités.....	56
2. Voirie communale (y compris les ponts, les égouts, etc.) et vicinale.....	56
335 - 338 Dossiers relatifs aux travaux de voirie. 1937-1938, 1958-1966, 1968-1974.....	56
C. Travaux forestiers.....	57
D. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	58
E. Services d'utilité publique.....	58
1. Distribution d'eau.....	58
368 - 372 Dossiers relatifs à l'affiliation de la commune à l'Association intercommunale des eaux du Condroz à Scy (AIEC). 1954-1961, 1964-1976.	59
2. Distribution d'électricité.....	60
3. Éclairage public.....	61
4. Téléphone.....	61
5. Radio et télévision câblées.....	62
6. Transports en commun.....	62
F. Aménagement du territoire.....	62
G. Rénovation urbaine.....	62
XII. Enseignement.....	63
A. Généralités.....	63
B. Cadre général.....	63
C. Organisation.....	63
D. Bâtiments.....	63
E. Équipement.....	63
F. Finances.....	63
G. Obligation scolaire.....	64
H. Avantages sociaux.....	64
XIII. Culture.....	65
XIV. Économie.....	66
XV. Affaires sociales.....	67
A. Généralités.....	67
B. Exécution des tâches communales.....	67
1. Prise en charge des chômeurs.....	67
2. Aide aux personnes âgées.....	67
C. Règlementation du travail.....	67
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique (CAP).....	68
A. Bureau de bienfaisance.....	68
1. Généralités.....	68
2. Finances.....	68
426 - 428 Comptes annuels. 1900-1924.....	68
B. Commission d'assistance publique.....	68
1. Personnel.....	68
429 - 430 Dossiers individuels des secrétaires-receveurs. 1937-1975.....	68
2. Finances.....	69
432 - 436 Budgets annuels. 1930-1941, 1943-1975, 1977.....	69
437 - 442 Comptes annuels. 1925-1976.....	69
3. Exécution des tâches.....	69
XVII. Relations avec la Fabrique d'église.....	71

A. Personnel.....	71
B. Patrimoine.....	71
C. Finances.....	71
448 - 455 Budgets annuels. 1900-1922, 1924, 1926-1977.....	71

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune d'Achet. Dépôt 2022

Période:
1878 - 1977

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0525.888

Etendue:

- Numéros: 457.00
- Etendue inventoriée: 4.37 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:
Commune d'Achet, 1898 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune d'Achet

HISTORIQUE

En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Achet devient une commune à part entière ¹.

Par décret impérial du 22 thermidor an XII (10 août 1804), la commune d'Achet est rattachée à celle d'Hamois. Cette fusion est très mal vécue et les sujets de tensions sont multiples : gestion du patrimoine foncier, culte paroissial ou encore éducation des enfants ².

Par la loi du 9 mai 1898, Achet retrouve finalement son autonomie ³. L'exposé des motifs de la loi explique que : " La demande en séparation, introduite par requêtes des 15 et 20 février 1897, émane d'une centaine d'habitants d'Achet et de plus de cent vingt habitants d'Hamois. Si on en excepte la majorité des membres du Conseil communal d'Hamois, toutes les autorités compétentes ont émis un avis favorable à l'érection de cette nouvelle commune : le membre de la Députation chargé de procéder à l'enquête, le rapporteur du Conseil provincial, le Conseil provincial lui-même et la Députation permanente. La séparation est désirable au point de vue de l'enseignement primaire, ainsi qu'il résulte du rapport de l'inspection scolaire. Elle n'entraîne aucune difficulté en ce qui concerne le service des cultes, de la bienfaisance et de la police, ainsi que le constate le rapport de M. le Ministre de la Justice. La délimitation, telle qu'elle est proposée, correspond à celle des circonscriptions paroissiales actuelles d'Hamois et d'Achet. La nouvelle commune aurait 838 hectares 16 ares 71 centiares ; il resterait à Hamois 1.314 hectares 93 centiares 38 centiares. La population d'Achet serait de 584 habitants ; Hamois en conserverait 870. Achet possède les ressources et les éléments pour former une administration séparée. Il y existe une église, un presbytère, un cimetière, une école communale de garçons, le tout en bon état. Le règlement des dettes existantes pourra se faire aisément entre les deux sections ; ces dettes s'élèvent pour toute la commune au capital de 74.000 francs et aux intérêts de 5.100 francs " ⁴.

Achet est intégrée dans le canton de justice de paix de Ciney ⁵. La commune

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 LEFÈVRE J.-L., Hamois au XIXe siècle, avant la révolution industrielle, dans Mémoires des villages du Haut-Bocq, t. 11, 2016, p. 48 et 60.

3 Moniteur belge, 11 mai 1898 ; VRIELINCK S., De territoriale indeling...

4 Documents parlementaires, Chambre des représentants, session 1897-1898, séance du 1er avril 1898, n° 120.

5 VRIELINCK S., De territoriale indeling...

fait également partie de la province de Namur ainsi que des arrondissements administratif et judiciaire de Dinant. Achet relève par ailleurs du canton de milice de Ciney à partir de 1898 ⁶.

La vie économique du village s'articule principalement autour de l'agriculture. Toutefois, la superficie occupée par les terres cultivées diminue pendant le second quart du XXe siècle. En effet, on passe de 50 % de la surface cadastrale en 1929 à moins de 30 % en 1950. Il faut mettre en perspective cette diminution avec l'augmentation de la part dédiée aux prairies suite à l'intensification de l'élevage ⁷.

La population est de 511 habitants en 1910, 408 en 1961 et 482 en 1976 ⁸. Concernant le patrimoine, l'église Saint-Jean-Baptiste, de style néogothique, a été construite en 1873. À l'intérieur, on retrouve deux bénitiers en marbre rose du XVIIIe siècle. À côté de l'église, on retrouve l'ancienne chapelle Saint-Jean dont subsistent des vestiges de l'oratoire construit en 1727 par les habitants. Quant à la Tour Louette, elle constitue le vestige d'un château médiéval ⁹. Le village est traversé par le Bocq ¹⁰.

Le 1er janvier 1977, la commune d'Achet est fusionnée avec les communes d'Emptinne, Hamois, Mohiville, Natoye, Schaltin et Scy pour former l'actuelle commune d'Hamois.

La fusion forme une entité de 4.559 habitants pour 7.634 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " L'opération consiste à grouper des communes qui en fait sont déjà liées entre elles par l'homogénéité des territoires, une économie marquée par l'agriculture, des affinités existant entre les populations, et ce de manière à leur permettre notamment d'améliorer la rentabilité des entreprises agricoles et autres, les équipements socioculturels, sanitaires " ¹¹.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquiescer celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers

6 Idem.

7 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 19-20.

8 Idem, p. 20.

9 Histoire et patrimoine des communes..., p. 215.

10 DE SEYN E., Dictionnaire historique et géographique des communes belges, Turnhout, s.d., p. 9.

11 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹².

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux

12 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune et sur les dossiers centraux des communes d'Achet et d'Hamois constitués par les Archives de l'État.

Suite à son inspection, G. Beterams rédige une note le 16 août 1967 dans laquelle il indique que la commune a seulement été créée en 1898 et qu'il n'y a donc pas d'archives intéressantes à transférer aux Archives de l'État ¹³.

Un inventaire est dressé à la veille de la fusion des communes par l'Union des villes et communes belges. Il reprend sommairement le contenu des boîtes ¹⁴.

En 1991, l'archiviste D. Van Overstraeten avait prévu une inspection des archives de la commune d'Hamois, qui ne s'est pas faite suite au déménagement des documents en raison de travaux à la maison communale. L'année précédente, pour préparer l'inspection, un questionnaire rempli par l'administration communale a été envoyé aux Archives de l'État. Il fait mention du local d'archives, à savoir un grenier où sont entreposés trois mètres cubes d'archives classées selon le classement INVAL ¹⁵.

L'Union des villes et communes belges dresse un nouvel inventaire au cours des années 1994-1995. Comme les précédents rédigés pour toutes les anciennes communes avant la fusion, il ne renseigne que sommairement les contenus des boîtes ¹⁶.

Le 25 octobre 2001, André Vanrie, archiviste aux Archives de l'État, rédige un rapport d'inspection de la nouvelle commune d'Hamois. Il indique que les registres aux délibérations sont conservés dans une armoire de la salle du Conseil tandis que les registres de l'état civil se trouvent dans des armoires

13 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune d'Achet ".

14 Idem.

15 AÉN, Dossiers centraux, dossier " Commune d'Hamois ".

16 Idem.

anti-feu dans le bureau du responsable de l'état civil. Par contre, les registres de la population sont entreposés à la cave, dont certains, du XIXe siècle, à même le sol. Les archives antérieures à la fusion se trouvent dans la cave de l'école maternelle à Hamois, où les conditions de conservation sont mauvaises. Suite à cette visite, divers relevés des registres aux délibérations, de l'état civil et de la population sont envoyés aux Archives de l'État ¹⁷.

En 2009, une lettre de la commune d'Hamois adressée aux Archives de l'État indique que les archives communales d'avant fusion ont été transférées dans des locaux disponibles situés au niveau du garage communal d'Hamois ¹⁸.

En vue d'améliorer la situation, la commune a signé, en date du 9 novembre 2015, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'archiviste général du Royaume en province de Namur.

ACQUISITION

Les archives ont été transférées par la commune d'Hamois en 2015. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 7 juin 2022 sous le n° 2022/19.

17 Idem.

18 Idem.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune d'Achet entre 1898 et 1977. Les documents du XIXe siècle sont forcément peu nombreux puisqu'elle a été fusionnée avec la commune d'Hamois pendant une grande partie du siècle : entre 1804 et 1898. Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises

dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le

service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, les fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises

appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 1 : *État civil, population, milice, finances.*

Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).

MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du

Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁹. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient

19 <http://geoportail.wallonie.be>.

cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :
Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ²⁰. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ²¹. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins

20 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

21 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|---|--|-----------|
| 1 | 1 - 6 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1898-1976.
1er octobre 1898 - 16 février 1908. | 1 volume |
| 2 | 12 avril 1908 - 1er juin 1924. | 1 volume |
| 3 | 24 août 1924 - 7 février 1943. | 1 volume |
| 4 | 15 février 1943 - 29 décembre 1953. | 1 volume |
| 5 | 6 mars 1954 - 13 janvier 1969. | 1 volume |
| 6 | 3 mars 1969 - 28 décembre 1976. | 1 volume |
| 7 | Dossier relatif aux " affaires terminées ". 1965-1976. | 1 chemise |

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- | | | |
|---|--|----------|
| 8 | Registre aux délibérations. 28 octobre 1898 - 26 janvier 1977. | 1 volume |
|---|--|----------|

C. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

- | | | |
|----|--|-----------|
| 9 | 9 - 10 DOSSIERS RELATIFS AUX CONTENTIEUX IMPLIQUANT LA COMMUNE. 1947, 1953-1954.
Contre Madame Meyer au sujet de la récupération par la commune de la somme qu'elle a versée à titre de quote-part dans l'indemnité versée aux ayants droit de Nicolas Meyer suite à son décès en 1943. 1947. | 1 chemise |
| 10 | Contre différents cultivateurs souhaitant réduire le fermage des terrains qu'ils louent au fermage légal. 1953-1954. | |

1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. SUPPRESSION OU FUSION

- 11** Dossier relatif à la fusion des communes. 1972-1974. 1 chemise

2. TERRITOIRE

- 12** Dossier relatif au partage des biens, dettes et comptes avec la commune d'Hamois. 1899-1900, 1909, 1959, 1964. 1 chemise

3. RANG DANS LA CLASSIFICATION DES COMMUNES

- 13** Questionnaire relatif au classement de la commune. 29 juin 1955. 1 pièce

4. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 14** Dossier relatif à la participation de la commune à la Société coopérative régionale de la petite propriété terrienne à Dinant. 1966-1976. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 15** Dossier relatif à l'installation du Conseil communal et aux modifications de l'effectif suite aux démissions et décès de conseillers. 1964-1965, 1971-1973. 1 chemise

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 16** Lettre du gouverneur provincial à Camille Noël, bourgmestre, lui demandant de rester à son poste malgré l'arrêté de l'autorité militaire occupante imposant une limite d'âge à 60 ans. 22 mars 1941. 1 pièce

*17 - 18 EXPÉDITIONS D'ARRÊTÉS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE. 15 JUILLET
1943, 16 JUILLET 1943.*

17 Relatif à la démission de Nestor Riga de ses fonctions d'échevin. 15 juillet 1943.

1 pièce

18 Relatif à la nomination d'Émile Laloux aux fonctions d'échevin. 16 juillet 1943.

1 pièce

19 Bulletins de vote utilisés pour l'élection des échevins. 1971.

1 chemise

3. BOURGMESTRE

20 Lettre du commissaire d'arrondissement à M. Marchal relative à son accord pour exercer provisoirement les fonctions de bourgmestre. 6 janvier 1943.

1 pièce

21 Dossier relatif aux traitements. 1946, 1955, 1966, 1972.

1 chemise

22 Dossier relatif aux nominations. 1947, 1971-1972.

1 chemise

*23 - 24 DOSSIERS RELATIFS AUX PENSIONS DE SURVIE DES
ÉPOUSES DES BOURGMESTRES DÉCÉDÉS. 1968, 1972-1976.*

23 Camille Noël. 1968.

1 chemise

24 Armand Libion. 1972-1976.

1 chemise

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS
25 Dossier relatif aux traitements et aux pensions. 1955-1977.

1 chemise

26 Dossier relatif aux allocations familiales. 1964-1976.

1 chemise

2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX

- 27 Formulaire reprenant l'identité du secrétaire communal et du garde champêtre. 22 novembre 1968.
1 pièce

3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

28 - 32 DOSSIERS INDIVIDUELS DES COMMIS AU RAVITAILLEMENT. 1941-1948, 1963, 1965.

- 28 Joseph Wilmet. 1941.
1 chemise
- 29 Alphonse Hanouille. 1941-1942.
1 chemise
- 30 Jules Nihoul. 1941-1944, 1963, 1965.
1 chemise
- 31 Aimé Libion. 1944-1945.
1 chemise
- 32 Marie-Thérèse Hayot. 1945-1948.
1 chemise

33 - 34 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1933-1974.

- 33 François Éloy. 1933, 1935, 1963, 1966-1967, 1974.
1 chemise
- 34 Victor Hayot. 1933-1974.
1 chemise

4. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

- 35 Dossier individuel d'Armand Hosteine, cantonnier. 1946-1973.
1 chemise
- 36 Dossier relatif au recrutement d'agents techniques des Eaux et Forêts aux triages de Scy et Jeneffe. 1953, 1963, 1975-1976.
1 chemise

5. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE

- 37 Dossier individuel d'Eugène Bemelmans, garde champêtre. 1950-

1974.

1 chemise

6. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

38

Dossier relatif aux pensions. 1906, 1908, 1945, 1956-1957.

1 chemise

39

Expédition de l'arrêté du gouverneur provincial relatif à la nomination d'Alphonse Pirlot au poste d'instituteur communal. 19 mars 1907.

1 pièce

40

Dossier relatif aux retenues sur la valeur du logement mis à disposition de Maria Lejeune-Piton et Jean-Baptiste Flahaux. 1938.

1 chemise

41

Dossier relatif au personnel intérimaire. 1941-1950, 1971.

1 chemise

42

Dossier de pension de Maria Lejeune-Piton, institutrice primaire. 1949-1950.

1 chemise

43

Dossier relatif à la nomination d'Alberte Meurice au poste de maîtresse de couture provisoire. 1949-1951.

1 chemise

44

Dossier relatif aux suppléments de traitement. 1954-1962.

1 chemise

7. AUTRES DISPOSITIONS ET SERVICES SOCIAUX POUR LE PERSONNEL COMMUNAL

45

Dossier relatif aux assurances contre les accidents de travail du personnel. 1964-1974.

1 chemise

46

Dossier relatif à la surveillance médicale du personnel par le Service provincial de médecine du travail. 1968-1977.

1 chemise

III. PATRIMOINE

A. GÉNÉRALITÉS

- 47 Livre-sommier des biens et droits immobiliers, rentes et valeurs de portefeuille productives d'intérêt. 1908-1976. 1 volume
- 48 Livre-sommier des immeubles et fermages. 1925-1940. 1 volume
- 49 Relevé des parcelles boisées de la commune. 18 mars 1950. 1 pièce
- 50 Extraits de la matrice cadastrale et du plan cadastral de la commune. 1961, 1964. 1 chemise
- 51 Dossier relatif aux assurances contre l'incendie des bâtiments communaux et des arbres. 1961-1976. 1 chemise
- 52 Correspondance avec des notaires au sujet des ventes, échanges et donations de parcelles situées sur le territoire communal. 1971-1976. 1 chemise
- 53 Extraits de la matrice cadastrale. [XXe siècle]. 1 chemise
- B. BIENS IMMOBILIERS**
- 54 Dossier relatif à la location de terrains et essarts communaux. 1898-1974. 1 liasse
- 55 Plan et acte notarial relatifs à l'acquisition d'une maison avec verger et jardin cadastrée section C, n° 550, 551H et 5522 et d'une terre cadastrée section C, n° 529D, 529bis et 551F, devant servir d'emplacement pour l'école des filles et la salle communale. 1899. 2 pièces
- 56 - 120 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE TERRAINS COMMUNAUX. 1900-1901, 1908, 1924, 1945, 1949-1950, 1959-1961, 1964-1977.
- 56 Terrain attenant à la parcelle cadastrée section C, n° 775A, constituant un excédent du chemin n° 6, à Désiré Struvay-Dumont.

	1900-1901.	1 chemise
57	Actes de vente de terrains. 1908, 1945, 1950, 1959, 1961, 1963, 1967.	1 chemise
58	Excédents de chemins cadastrés section C, sans numéro, à Désiré Pirlot. 1924.	1 chemise
59	Terrain cadastré section C, n° 529F, à Jean-Baptiste Sacré et n° 617A, à F. Gaspar. 1949-1950.	1 chemise
60	Terrain cadastré section C, n° 613A, à Numa Widart et Marie Regnier. 1959.	1 chemise
61	<i>61 - 113 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE TERRAINS DANS LE LOTISSEMENT COMMUNAL AU LIEUDIT " GOLETTE " SIS ROUTE DU BOIS SAINT-PAUL. 1960-1961, 1965, 1966-1977.</i> Documentation générale. 1960-1961.	1 chemise
62	Terrain cadastré section C, n° 756D partie, à Jules Polet et Julie Franchimont, à Michel Deville et à Émile Fonder. 1965.	1 chemise
63	Terrain cadastré section C, n° 756D partie, à Yvonne Herlin. 1965.	1 chemise
64	Terrain cadastré section C, n° 756D partie et 756I, à Gérard Roussen. 1965.	1 chemise
65	Terrain cadastré section C, n° 756D partie, à Gérard Desmedt et Renée Balleux, à Jean Mouillard et José Vandernoot, et à Marcel Bourgaux et Simonne Romain. 1965.	1 chemise
66	Divers actes de vente et copies d'actes. 1965-1966, 1969, 1972, 1975-1977.	1 chemise
67	Terrain cadastré section C, n° 756L partie, à Jacques Schmitz et Anne-Marie Degive. 1966.	

		1 chemise
68	Terrain cadastré section C, n° 756Z, à André Bricteux. 1966, 1969-1972.	1 chemise
69	Terrain cadastré section C, n° 756O partie, à Edmond Lejeune. 1967.	1 chemise
70	Terrain cadastré section C, n° 758H, à Claude Lambeau. 1967.	1 chemise
71	Terrain cadastré section C, n° 759O partie, à Maurice Bassinne. 1967-1969.	1 chemise
72	Terrain cadastré section C, n° 759N, à Lionel Gyssels. 1967-1970.	1 chemise
73	Terrain cadastré section C, n° 756Y, à Joseph Bellen. 1967-1968, 1970-1973.	1 chemise
74	Terrain cadastré section C, n° 756R partie, à Léopold Demaret. 1969.	1 chemise
75	Terrain cadastré section C, n° 756F2 partie, à Gérard Roussen. 1970.	1 chemise
76	Terrain cadastré section C, n° 759K partie, à René Charlier et terrain cadastré section C, n° 756I2 partie et 757A partie, à Marcel Joassin. 1970-1973.	1 chemise
77	Terrain cadastré section C, n° 758F partie, à Robert Vandeuken. 1971.	1 chemise
78	Terrain cadastré section C, n° 759K partie, à Fernand Bovyn. 1971.	1 chemise
79	Terrain cadastré section C, n° 758F partie, à Maria van Nieuwstadt. 1971-1972.	1 chemise
80	Trois terrains cadastrés section C, n° 759K partie, à Jules Delcambe,	

-
- Florent Lenoble et Marie Michiels. 1971, 1973. 1 chemise
- 81** Terrain cadastré section C, n° 758F partie, à Marcel Dhaeyer et terrain cadastré section C, n° 756F2, à Suzanne Van Loo. 1971-1972, 1975. 1 chemise
- 82** Deux terrains cadastrés section C, n° 758F partie, à Joseph Dolet et aux époux Therenin-Loubry et terrain cadastré section C, n° 756Z, à Jean Mouillard. 1972. 1 chemise
- 83** Terrain cadastré section C, n° 758P partie, à André Lhoas et terrain cadastré section C, n° 759T partie, à Ferdinand Rombouts. 1972-1973. 1 chemise
- 84** Terrain cadastré section C, n° 762A partie, à Jean-Paul Golinvaux. 1972-1973. 1 chemise
- 85** Terrain cadastré section C, n° 758P partie, à Jules Poncelet. 1972-1973. 1 chemise
- 86** Terrain cadastré section C, n° 759K partie, à Charles Thijs et terrain cadastré section C, n° 759K partie et 762A partie, à Florimond Testaert. 1972-1975. 1 chemise
- 87** Terrain cadastré section C, n° 756Y, à Jacques Schmitz. 1972, 1976. 1 chemise
- 88** Terrain cadastré section C, n° 757B partie et 758P partie, à Michel Doyen. 1973-1974. 1 chemise
- 89** Terrain cadastré section C, n° 758P, à André Courtois, terrain cadastré section C, n° 762A, à Jean Marcoen et terrain cadastré section C, n° 762A partie, à André Decelle. 1973-1977. 1 chemise
- 90** Terrain cadastré section C, n° 757B partie et 758P partie, à Francis Boogaerts et terrain cadastré section C, n° 756L partie, à Mme Aury. 1974. 1 chemise
- 91** Terrain cadastré section C, n° 757B partie, à Francis Henroz. 1974-

	1975.	1 chemise
92	Terrain cadastré section C, n° 757B partie, à Georges Prévot et Françoise Petit. 1974, 1976.	1 chemise
93	Documentation générale. 1974-1976.	1 chemise
94	Terrain cadastré section C, n° 763C partie, à Léon Henrot et Ginette Dominé. 1975.	1 chemise
95	Terrain cadastré section C, n° 763C partie, à Jules Daix. 1975.	1 chemise
96	Terrain cadastré section C, n° 763C partie, à Raymond Gauthier. 1975.	1 chemise
97	Terrain cadastré section C, n° 763C partie, à Patrick Polèse. 1975.	1 chemise
98	Terrain cadastré section C, n° 763C partie, à Daniel Marsia. 1975.	1 chemise
99	Terrain cadastré section C, n° 762B, à Léon Chabotier. 1975.	1 chemise
100	Terrain cadastré section C, n° 756V2, à Robert Poncin. 1975.	1 chemise
101	Terrain cadastré section C, n° 762B, à Léon Chabotier et n° 756V2 partie, à Robert Ponsin. 1975-1976.	1 chemise
102	Terrain cadastré section C, n° 763C partie, à Alain Dominé et Jocelyne Cellier. 1975-1976.	1 chemise
103	Terrain cadastré section C, n° 763C partie, 762A partie et 7622 partie, à Abdeslam Chawqui. 1975-1976.	1 chemise
104	Terrain cadastré section C, n° 756G partie, 755H partie et 683A partie et partie non cadastrée, à Jean-Claude Rhainotte. 1975-1976.	1 chemise

-
- 105 Terrain cadastré section C, n° 763C partie, à Yolande Gilson. 1975-1976. 1 chemise
- 106 Terrain cadastré section C, n° 763C partie, 762A partie et 7622 partie, à Guy Genon et Berthe Rodrique. 1976. 1 chemise
- 107 Terrain cadastré section C, n° 756C3 partie, à Edgard Borsu. 1976. 1 chemise
- 108 Terrain cadastré section C, n° 757E partie, à Patrick Tirtiaux. 1976-1977. 1 chemise
- 109 Terrain cadastré section C, n° 758 partie, à Roger Bontemps et Marie-Louise Degueldre. 1961. 1 chemise
- 110 Terrain cadastré section C, n° 759 partie, à Max Seville. 1961-1963. 1 chemise
- 111 Terrain cadastré section C, n° 759 partie, à Alphons De Boule et à Marie Dupont. 1962-1967. 1 chemise
- 112 Terrain cadastré section C, n° 329H et 550D partie, à Robert Cloux. 1964-1965. 1 chemise
- 113 Terrain cadastré section C, n° 756D partie, à Albert Noël et Georgette Bourgaux. 1964-1965. 1 chemise
- 114 - 119 DOSSIERS RELATIFS À LA VENTE DE 5 PARCELLES CADASTRÉES SECTION C, N° 758A PARTIE, 759A PARTIE ET 755D PARTIE. 1964, 1968.*
- 114 Documentation commune. 1964. 1 chemise
- 115 Terrain cadastré section C, n° 755D partie, à Adelin Gilson et Paula Sels. 1964. 1 chemise
- 116 Terrain cadastré section C, n° 755D partie, à Augustin Wertz. 1964. 1 chemise

-
- 117 Terrain cadastré section C, n° 759A partie, à Peter Dierckx et à Anna De Bie. 1964. 1 chemise
- 118 Terrain cadastré section C, n° 759A partie, à Pierre Deschuyteneer. 1964. 1 chemise
- 119 Terrain cadastré section C, n° 758A partie, à Paul Helmons et Odette Yans. 1964, 1968. 1 chemise
- 120 Terrain cadastré section C, n° 756L partie, à Albert Daussaint. 1966, 1969. 1 chemise
- 121 Dossier relatif à la vente d'un excédent du chemin n° 2 à Camille Féryr. 1909-1910. 1 chemise
- 122 Dossier relatif aux échanges de terrains avec la commune. 1939-1940, 1961-1970. 1 chemise
- 123 Dossier relatif à la remise en location des terrains dits " Bénéfice Saint-Jean ", " Vieille Chapelle " et " Pré Saint-Jean " suite à l'expiration des baux. 1951-1952. 1 chemise
- 124 Dossier relatif à l'échange de l'assiette d'une partie du chemin vicinal n° 16, appartenant à la commune, contre une parcelle cadastrée section D, n° 171B partie, 199 et 202A partie, appartenant à Carlotta Busch y Frers. 1958- 1961. 1 chemise
- 125 Plan des emprises à réaliser sur le territoire communal pour les travaux de rectification de la route nationale n° 4 entre Emptinne et Pessoux. 31 octobre 1961. 1 pièce
- 126 Tableaux des parcelles expertisées. 1961-1976. 1 chemise
- 127 - 129 DOSSIERS RELATIFS AUX ALIÉNATIONS NÉCESSAIRES POUR DÉPLACER LES CHEMINS N° 6 ET 8. 1966-1967.
- 127 Documentation générale. 1966-1967.

-
- 1 chemise
- 128** Vente des portions désaffectées des chemins n° 6 et 8 à Émile Damblon, Albert Dony, Ernest Judice, Louis Taviet, Fernand Taviet, Denis Forge et Léon Gilson. 1966-1967.
1 chemise
- 129** Acquisition par la commune d'emprises formant l'assiette du nouveau tracé des chemins n° 6 et 8 et cadastrées section B, n° 154F, 154L, 155D2, 155F2, 155K2 et 155M2. 1967.
1 chemise
- 130** Dossier relatif au litige avec la Fabrique d'église pour un bien cadastré au nom de la Fabrique mais revendiqué par la commune. 1968-1969.
1 chemise
- 131** Dossier relatif à la vente, par Jacqueline Tomberg, d'un terrain cadastré section C, n° 756S, situé dans le lotissement au lieudit "Golette", à Alphonse Petit. 1968-1973.
1 chemise
- 132** Acte de cession de l'assiette désaffectée du chemin n° 23 à Florent Noël. 1969.
1 pièce
- 133** Dossier relatif à la donation de la " chapelle Madame " cadastrée section C, n° 573B à la commune par les héritiers Carlier. 1969-1971.
1 chemise
- 134** Dossier relatif à la mise à disposition d'un terrain par la commune pour la construction d'une cabine électrique sur l'emplacement cadastré section C, n° 759Z. 1976.
1 chemise
- C. BIENS MOBILIERS*
- 135** Dossier relatif aux ventes de bois. 1902-1976.
1 chemise
- 136** Dossier relatif à la location du droit de pêche. 1906-1962.
1 chemise
- 137** Dossier relatif à la location du droit de chasse. 1906-1972.
1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 138 Dossier relatif à la situation financière de la commune. 1962-1966.
1 chemise
- 139 Dossier relatif aux renseignements annuels à fournir au contrôleur
des contributions. 1962-1977.
1 chemise
- 140 Dossier relatif à la nomination d'un délégué communal pour la
Commission fiscale au contrôle des contributions de Ciney. 1966-
1973.
1 chemise
- 141 Formulaire de cotisation à l'Union des villes et communes belges.
13 novembre 1970.
1 pièce

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 142 142 - 145 BUDGETS ANNUELS. 1900, 1954-1975.
1900.
1 pièce
- 143 1954-1959.
1 liasse
- 144 1960-1969.
1 liasse
- 145 1970-1975.
1 liasse
- 146 Résumé de la situation financière établie d'après le budget de
1953. 31 mars 1953.
1 pièce
- ###### 2. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES
- 147 Dossier relatif à la superficie de la voirie en vue de la répartition du
Fonds des communes. 1964-1977.
1 chemise

C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

148 - 152 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1971, 1973-1976.

148	1971.	1 volume
149	1973.	1 cahier
150	1974.	1 cahier
151	1975.	1 cahier
152	1976.	1 cahier

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

153 - 156 COMPTES ANNUELS. 1930-1934, 1938, 1950-1976. 1930-1934, 1938.

153	1930-1934, 1938.	1 chemise
154	1950-1959.	1 chemise
155	1960-1969.	1 chemise
156	1970-1976.	1 liasse

157 - 164 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1961-1962, 1969-1971, 1973-1975. 1961.

157	1961.	1 chemise
158	1962.	1 chemise
159	1969.	

		1 chemise
457	1970.	1 chemise
160	1971.	1 chemise
161	1973.	1 chemise
163	1974.	1 chemise
164	1975.	1 chemise
165	3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR Compte de fin de gestion rendu par Jules Hayot. 1935.	1 cahier
<i>D. IMPOSITIONS ET TAXES</i>		
166	1. IMPÔTS COMMUNAUX Rôles de répartition des travaux de curage, d'entretien et de réparation des cours d'eau non navigables. 1914, 1944, 1951-1952.	1 chemise
168	2. IMPÔTS PROVINCIAUX Relevé des établissements dangereux, incommodes ou insalubres exploités dans la commune. 25 janvier 1961.	1 pièce
169	3. IMPÔTS D'ÉTAT Dossier relatif à la nomination des indicateurs-experts du cadastre et des membres de la commission locale chargée de l'examen des immeubles-types bâtis et non bâtis et de l'échelle des revenus cadastraux. 1955-1957, 1971.	1 chemise

V. ÉTAT CIVIL

A. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 173 Dossier relatif aux demandes de concession au cimetière. 1927-1976.
1 chemise
- 174 Dossier relatif aux transports funèbres. 1957-1976.
1 chemise
- 175 Permis d'inhumations et d'exhumations. 1959, 1968, 1973.
1 chemise
- 176 Dossier relatif à un don de 20.000 francs à la commune par P. L. pour entretenir le caveau de la famille Carlier et le fleurir à la Toussaint. 1973.
1 chemise
- 177 Avis de décès pour cause de mort violente. 1975-1976.
1 chemise
- B. AUTRES DOCUMENTS*
- 170 Copie d'un acte de mariage entre E. P. et R. P., née en Allemagne. 5 octobre 1948.
1 pièce
- 178 Dossier relatif aux divorces. 1949, 1953, 1967, 1972, 1974.
1 chemise
- 172 Extrait du registre aux actes de naissance et certificat d'habitation pour le mariage de J.-M. Q. 19 mai 1969.
1 pièce

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

179	179 - 189 REGISTRES DE LA POPULATION. 1899-1980. 1899-1900.	1 volume
180	1901-1910.	1 volume
181	1911-1920.	1 volume
182	1921-1930.	1 volume
183	183 - 184 1931-1947. Volume 1.	1 volume
184	Volume 2.	1 volume
185	185 - 186 1948-1960. Volume 1.	1 volume
186	Volume 2.	1 volume
187	1961-1970.	1 volume
188	188 - 189 1971-1980. Volume 1.	1 volume
189	Volume 2.	1 volume

190	190 - 191 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1921-1930, 1961-1970. 1921-1930.	1 volume
191	1961-1970.	1 cahier
	192 - 197 REGISTRES DES ENTRÉES ET SORTIES. 1898-1961.	
192	<i>192 - 194 ENTRÉES. 1898-1961.</i> 1898-1901.	1 volume
193	1901-1921.	1 volume
194	1921-1961.	1 volume
	<i>195 - 197 SORTIES. 1898-1960.</i> 1898-1901.	
195		1 volume
196	1901-1921.	1 volume
197	1921-1960.	1 volume
	<i>B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i>	
198	Dossier relatif aux recensements de la population. 1947-1972.	1 chemise
199	Statistiques sur les recensements généraux de la population. 1948-1976.	1 liasse
171	Registre des naissances survenues dans une autre commune. 1955-1976.	1 cahier
200	Dossier relatif au numérotage des maisons et à la modification de la dénomination du chemin desservant le nouveau lotissement	

communal. 1960, 1972-1976.

1 chemise

C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

201 Registre des cartes d'identité. 1930-1951.

1 volume

202 Registre pour l'inscription des pièces d'identité pour enfants de moins de 12 ans. 1956-1976.

1 cahier

203 Cartes d'identité. 1969, 1975.

2 pièces

D. ÉTRANGERS

204 204 - 206 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1931-1971.
1931-1933.

1 cahier

205 1933-1956.

1 cahier

206 1957-1971.

1 volume

207 Dossiers individuels. 1934-1960.

1 chemise

208 Dossier relatif aux renseignements sur les étrangers. 1936, 1938,
1948-1952.

1 chemise

209 Dossier relatif aux époux K.-C., étrangers hollandais et allemand.
1947-1948.

1 chemise

210 Correspondance relative à la question de la nationalité d'É. P., né
en Allemagne et dont le père est belge et la mère allemande.
1948-1949.

1 chemise

211 Registre des cartes d'identité et des certificats d'inscription. 1965-
1976.

1 cahier

212

Registre de contrôle des cartes de séjour des ressortissants de la Communauté économique européenne (CEE). 1970-1977.

1 cahier

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

214 - 224 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1946-1966, 1976-1978.

214	1946-1948.	1 cahier
215	1948-1950.	1 cahier
216	1949-1952.	1 cahier
217	1952-1954.	1 cahier
218	1954-1956.	1 cahier
219	1956-1958.	1 cahier
220	1958-1960.	1 cahier
221	1960-1962.	1 cahier
222	1962-1964.	1 cahier
223	1964-1966.	1 cahier
224	1976-1978.	1 cahier
213	Listes des jurés d'assises. 1965-1969.	1 chemise

B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

225	Dossier relatif aux élections au Conseil de prud'hommes. 1950-1956.	1 chemise
-----	---	-----------

- 226 Procès-verbaux de l'élection communale du 11 octobre 1970. 1970.
1 chemise
- 227 Dossier relatif aux élections législatives et provinciales. 1974.
1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

228	228 - 229 REGISTRES DES MILITAIRES EN CONGÉ ILLIMITÉ. 1907-1942. 1907-1942.	1 cahier
229	1919-1925.	1 cahier
230	Dossier relatif aux levées de milice. 1924-1966, 1975-1977.	1 chemise
231	Dossier relatif aux allocations et aux sommes payées à titre de rémunération aux ayants droit des militaires soldés rappelés ou maintenus sous les drapeaux. 1938-1945.	1 chemise
232	Livre de dépenses des indemnités de milice. 1939-1946.	1 cahier
233	Dossier relatif aux indemnités de milice et aux allocations militaires. 1939-1951.	1 chemise
234	Dossier relatif aux examens médicaux des hommes de 16 à 35 ans. 1940.	1 chemise
235	Livre des recettes et dépenses des rémunérations militaires. 1940-1946.	1 cahier
236	Registre de recrutement de la milice nationale. 1940-1961.	1 volume
237	Livre des recettes et dépenses des avances sur traitement aux ayants droit des militaires de rang subalterne. 1943.	1 cahier
238	Registre des demandes d'indemnités de milice. 1954-1976.	1 cahier
239	Registre relatif aux levées de milice. 1964-1976.	1 chemise

B. GARDE CIVIQUE

240 Listes des inscrits désignés pour le service de la garde civique non active. 1912-1914. 1 chemise

241 Liste des inscrits exemptés, dispensés ou exclus du service de la garde civique non active. 1913. 1 pièce

C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX

242 Dossier relatif aux réquisitions civiles et militaires. 1938-1939. 1 chemise

D. GUERRES ET CONSÉQUENCES

243 Dossier relatif aux prisonniers de guerre. 1940-1944. 1 chemise

244 Note du bourgmestre, Camille Noël, se plaignant d'avoir des problèmes de santé car on l'accuse, à tort, d'avoir dénoncé une famille habitant dans une ferme voisine, et certificat médical en annexe. 1949. 2 pièces

245 Attestations de reconnaissance de la qualité de résistant civil. 1953-1954. 2 pièces

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

- 246 Dossier relatif aux autorisations de placer des enseignes et des panneaux publicitaires. 1954-1955, 1966-1967, 1969, 1976.
1 chemise
- 247 Dossier relatif aux permissions de voirie et autorisations de traverser la route dans le cadre de travaux. 1965, 1968, 1970, 1972-1973.
1 chemise
- 248 Avis à la population relatifs à la propreté des chemins et aux empiétements de voirie. 1966, 1974.
2 pièces
- 249 Correspondance relative à l'installation d'une friterie ambulante sans autorisation le long de la route nationale n° 4. 1968.
1 chemise
- 250 Lettre d'Albert Petit, architecte, au bourgmestre relative à une demande d'attestation stipulant que la construction du bungalow située route du Bois Saint-Paul a été réalisée par ses soins. 28 octobre 1976.
1 pièce
- #### 2. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE
- 251 Registre aux condamnations judiciaires. [ca 1892-1895].
1 pièce
- ### B. SERVICE D'INCENDIE
- 252 Dossier relatif à l'affiliation de la commune au Centre régional du service d'incendie de Ciney et aux cotisations à payer. 1949-1976.
1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. GÉNÉRALITÉS

253 Rapport du Collège échevinal au gouverneur provincial relatif à l'hygiène et au " confort moderne ". 12 mai 1938.
1 pièce

254 Dossier relatif à l'évacuation des eaux résiduaires ménagères et usées. 1955, 1963-1964, 1968, 1970.
1 chemise

255 Relevés des établissements classés et des installations à usage domestique avec mention de la force motrice utilisée. [XXe siècle].
1 chemise

B. SERVICES COMMUNAUX

256 Dossier relatif à la collecte des immondices. 1966-1976.
1 chemise

257 Dossier relatif à la demande d'autorisation pour utiliser l'ancienne carrière de la Creugette comme dépôt d'immondices. 1972.
1 chemise

C. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

258 Registre des vaccinations. 1899-1967.
1 volume

259 Dossier relatif aux déclarations de maladies contagieuses. 1943-1944, 1956.
1 chemise

260 Listes des personnes vaccinées contre la poliomyélite et la variole. 1943, 1951, 1958.
1 chemise

261 Relevés des vaccinations contre la fièvre typhoïde. 1948.
2 pièces

262 - 263 REGISTRES DES VACCINATIONS ANTIPOLIOMYÉLITIQUES.
1963, 1967-1976.

262 1963.
1 cahier

263	1967-1976.	1 cahier
264	Registre des vaccinations antivarioliques. 1967-1976.	1 volume
2. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES		
<i>265 - 270 DOSSIERS RELATIFS AUX DÉCLARATIONS DE CAS DE MALADIES CONTAGIEUSES DANS LES EXPLOITATIONS ET À LA LUTTE CONTRE CES MALADIES. 1947-1971.</i>		
265	Fièvre aphteuse. 1947-1961, 1967.	1 chemise
266	Peste aviaire. 1952, 1960, 1971.	1 chemise
267	Tuberculose bovine. 1956-1960.	1 chemise
268	Peste porcine. 1956, 1967.	1 chemise
269	Gale. 1956-1970.	1 chemise
270	Brucellose porcine. 1962-1967.	1 chemise
274	Mémorial des formalités à remplir en matière de police sanitaire concernant la peste aviaire. 1952.	1 cahier
275	Dossier relatif à l'évarronnage. 1955-1958.	1 chemise
276	Dossier relatif à la lutte contre la rage. 1967-1975.	1 chemise
3. ANALYSE DE L'EAU POTABLE		
277	Dossier relatif à la potabilité de l'eau et aux analyses d'eau. 1938, 1966-1974.	1 chemise

-
- 278 4. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS
Lettre du bourgmestre au ministre de la Santé publique et lettre du
Ministère des Finances au bourgmestre relatives à l'octroi d'une
prime de démolition à Mme Henin. 1957.
2 pièces
- 279 5. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET
INCOMMODES
Extrait du plan cadastral de la commune établissant le périmètre
de la carrière " Petit Granit ". 1899.
1 pièce
- 280 Listes des personnes certifiant avoir reçu un avis les engageant à
demander une autorisation auprès des autorités compétentes suite
à l'installation d'établissements dangereux, insalubres ou
incommodes. 1935.
2 pièces
- 281 *281 - 319 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION
ET D'EXPLOITATION D'ÉTABLISSEMENTS CONSIDÉRÉS COMME
DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES. 1935, 1943, 1948,
1952-1954, 1957-1976.*
Boucherie-charcuterie, par Fernand Bohet, rue du Centre 74. 1935,
1948, 1965-1968.
1 chemise
- 282 282 - 283 Carrières de sable à ciel ouvert. 1943, 1953-1954.
Omer Noël, sur les parcelles cadastrées section D, n° 49B, 51,
108A, 108B et 111A pour la commune d'Achet et sur la parcelle
cadastrée section D, n° 498 pour la commune d'Emptinne. 1943.
1 chemise
- 283 Désiré Dormal, chemin du Fau Monin, sur la parcelle cadastrée
section C, n° 86C. 1953-1954.
1 chemise
- 284 Un dépôt d'essence et de gasoil, des pompes électriques, un
compresseur d'air, un moteur Diesel et un dépôt d'huiles de
graissage, par Gaston Hutse, sur la parcelle cadastrée section C, n°
83E. 1952.
1 chemise
- 285 Dépôts d'explosifs et de dynamite. 1954, 1966-1968.
1 chemise

-
- 286 Un dépôt de benzine et gaz propane, par Marcel Rondiat. 1957-1958. 1 chemise
- 287 Une oisellerie, par Albert Collart, rue Petit Achet 30. 29 mai 1961. 1 pièce
- 288 Ruches. 1961, 1967. 1 chemise
- 289 289 - 290 Réservoirs à mazout. 1963, 1973. Alfred Gaspard, rue Petit Achet. 1963. 1 chemise
- 290 Albert Bemelmans, rue de la Creugette 60, sur la parcelle cadastrée section C, n° 695F. 1973. 1 chemise
- 291 Dépôt d'essence et de gasoil et compresseur d'air, par Oscar Dormal, route de Marche 26. 1964. 1 chemise
- 292 292 - 293 Porcheries. 1966, 1970, 1982. Franz Beck, rue Monin 8bis. 1966. 1 chemise
- 293 Albert Beck, rue Monin 8, sur la parcelle cadastrée section D, n° 271H et 297B. 1970, 1982. 1 chemise
- 294 294 - 316 Réservoirs de gaz propane. 1967, 1969-1971, 1973-1976. Alfred Gaspard, rue de Monin, sur la parcelle cadastrée section C, n° 478D. 1967. 1 chemise
- 295 Roger Guillaume, rue Chéricoux 7, sur la parcelle cadastrée section B, n° 145E. 1969. 1 chemise
- 296 Jean-Baptiste Sacré, rue du Chênis 6, sur la parcelle cadastrée section C, n° 529K. 1970. 1 chemise

-
- 297 Albert Noël, rue de la Golette, sur la parcelle cadastrée section C, n° 756B2. 1970. 1 chemise
- 298 Maurice Bassinne, rue de la Golette 116, sur la parcelle cadastrée section C, n° 7590. 1970-1971. 1 chemise
- 299 Léon Grevesse, rue Petit Achet 30, sur la parcelle cadastrée section C, n° 417H. 1971. 1 chemise
- 300 Mme Frère-Van Nieuwstadt, rue de la Golette, sur la parcelle cadastrée section C, n° 758F partie. 1973. 1 chemise
- 301 Roger Perdaens, rue Tourlouette 121, sur la parcelle cadastrée section C, n° 678A. 1973. 1 chemise
- 302 Thérèse Van Loo, rue de la Golette 79, sur la parcelle cadastrée section C, n° 756K. 1973. 1 chemise
- 303 Oscar Dormal, rue Sanseau 66, sur la parcelle cadastrée section D, n° 129S2. 1973. 1 chemise
- 304 Mme Cardinaels-Michiels, rue de la Golette, sur la parcelle cadastrée section C, n° 759K partie. 1973. 1 chemise
- 305 M. Culot-Latour, rue de Scoville 156, sur la parcelle cadastrée section C, n° 581Q et 581I. 1973. 1 chemise
- 306 Suzanne Van Loo, rue de la Golette 78, sur la parcelle cadastrée section C, n° 756T2. 1974. 1 chemise
- 307 Jean Mouillard, rue de la Golette 87, sur la parcelle cadastrée section C, n° 756R2. 1974. 1 chemise
- 308 Jean Darmont et Ernestine Riga, rue du Cimetière 62, sur la parcelle cadastrée section C, n° 695E. 1974. 1 chemise
- 309 Auguste Ocket, rue de la Golette 118, sur la parcelle cadastrée

	section C, n° 759P. 1974.	1 chemise
310	Patrick Polèse, rue de la Golette 98, sur la parcelle cadastrée section C, n° 763C partie. 1975.	1 chemise
311	Gérard-Desmedt, rue de la Golette 93, sur la parcelle cadastrée section C, n° 756T. 1975.	1 chemise
312	Mme Culot-Dheur, rue de la Creusette 46, sur la parcelle cadastrée section C, n° 7070. 1975.	1 chemise
313	Lucienne Tinant, rue de la Préale, sur la parcelle cadastrée section C, n° 505C. 1976.	1 chemise
314	Jean Ferté, rue de la Golette 83, sur la parcelle cadastrée section C, n° 756D2. 1976.	1 chemise
315	Yolande Gilson, rue de la Golette 96, sur la parcelle cadastrée section C, n° 763C partie. 1976.	1 chemise
316	Albert Monier, rue de la Golette, sur la parcelle cadastrée section C, n° 761 partie. 1976.	1 chemise
317	Porcherie et poulailler, par Oscar Dormal, rue Sanseau 66, sur la parcelle cadastrée section D, n° 129P. 1969, 1973.	1 chemise
318	Atelier de carrosserie avec salle de peinture, par Michel Hubert, rue du Chainisse, sur la parcelle cadastrée section C, n° 398E et 398F. 1971-1972.	1 chemise
319	Atelier de calibrage de boyaux et congélateur destiné à recevoir des produits d'origine animale propres à la consommation, par Arthur Lallemand, rue Monin 35. 1972-1973.	1 chemise
320	Dossier relatif à la vente et à l'enlèvement du fumier de C. Lénelle. 1938.	1 chemise

321

Lettre du bourgmestre à M. Warnier relative à l'agrandissement de son exploitation d'une étable supplémentaire pour 30 vaches laitières. 8 juin 1970.

1 pièce

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

Consulter les n° 7, 55 et 322 de cet inventaire.

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

- 322** Dossier relatif à l'établissement d'une école pour filles et aux travaux d'ameublement. 1899-1901. 1 chemise
- 323** Dossier relatif aux travaux de restauration et d'amélioration des bâtiments scolaires. 1914-1955. 1 chemise
- 324** Dossier relatif aux travaux de pavage des cours des écoles des filles et des garçons. 1938-1939. 1 chemise
- 325** Dossier relatif aux travaux d'amélioration de l'école des garçons et de la maison de l'instituteur. 1949-1954. 1 chemise
- 326** Dossier relatif à la construction d'une remise à charbon à l'école des garçons et à l'aménagement de toilettes et d'une salle de bains à la maison de l'instituteur. 1960. 1 chemise
3. BÂTIMENTS DU CULTE
- 327** Dossier relatif aux travaux de restauration et de peinture de la sacristie. 1965-1966. 1 chemise
- 328** Dossier relatif aux travaux d'installation du chauffage à l'église. 1965-1967. 1 chemise
- 329** Dossier relatif aux travaux de toitures et de peintures à l'église. 1966-1970. 1 chemise

-
4. CIMETIÈRES
- 330 Cahier des charges et devis estimatif relatifs au projet d'agrandissement du cimetière. 1945. 2 pièces
- 331 Dossier relatif aux travaux de construction de contreforts aux murs du cimetière. 1965-1966. 1 chemise
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)*
1. GÉNÉRALITÉS
- 332 Dossier relatif au transport de terres nécessaires à l'entretien des chemins. 1950-1961. 1 chemise
2. VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.) ET VICINALE
- 333 Dossier relatif à l'entretien des chemins. 1899-1947. 1 chemise
- 334 Dossier relatif aux travaux d'entretien et de réfection extraordinaire des chemins de grande communication n° 132, 135 et 136. 1934-1942, 1956-1957. 1 chemise
- 335 - 338 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE VOIRIE. 1937-1938, 1958-1966, 1968-1974.
- 335 1937-1938. 1 chemise
- 336 1958-1959. 1 chemise
- 337 1960-1966, 1968-1969. 1 chemise
- 338 1970-1974. 1 chemise
- 339 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 6. 1938. 1 chemise

-
- 340 Dossier relatif à la construction d'un pont sur le " Bocq " et sous le chemin de grande communication n° 135. 1947. 1 chemise
- 341 Dossier relatif aux travaux de réfection extraordinaire des chemins de grande communication n° 136 et 137. 1953-1956. 1 chemise
- 342 Dossier relatif aux travaux de réfection des chemins n° 1, 6 et 9 et des chemins de grande communication n° 126, 133 et 135. 1954-1957. 1 chemise
- 343 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin de grande communication n° 135. 1959, 1962, 1966-1968, 1974-1976. 1 chemise
- 344 Dossier relatif aux travaux d'élargissement du chemin n° 2, avec acquisitions d'emprises. 1939, 1960. 1 chemise
- 345 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des chemins de grande communication n° 132 et 135 à effectuer en régie. 1965. 1 chemise
- 346 Dossier relatif à la suppression du chemin n° 23 et à la vente de l'assiette et aux travaux d'élargissement du chemin de grande communication n° 135, avec acquisition d'emprises. 1965-1970. 1 chemise
- 347 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des chemins agricoles. 1967-1975. 1 liasse
- 348 Dossier relatif à la suppression d'une partie du chemin n° 16. 1970. 1 chemise
- C. TRAVAUX FORESTIERS*
- 349 Dossier relatif aux travaux forestiers et aux travaux d'aménagement et d'amélioration des bois. 1954-1977. 1 chemise
- 350 Dossier relatif à la plantation d'arbres. 1973-1974. 1 chemise

-
- 351** *D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES*
Devis et cahier des charges relatifs au curage du " Bocq ". 24 août 1900.
1 pièce
- 352** Dossier relatif aux travaux de curage de l'étang communal. 1920-1921.
1 chemise
- 353** Dossier relatif au classement des cours d'eau et à l'approbation des tableaux descriptifs et des plans de détail. 1954-1958, 1969-1970.
1 chemise
- 167** Registre établissant un tableau descriptif des cours d'eau non navigables. 1958.
1 volume
- 354** Dossier relatif à l'autorisation pour Numa Widart, d'établir un étang et un petit canal latéral à découvert avec prise d'eau au ruisseau " Le Bocq ". 1960, 1965-1966.
1 chemise
- 355** Copie d'une lettre du commissaire voyer à M. C. relative au mauvais écoulement des eaux du ruisseau à cause des vannes placées sur ce dernier. 14 février 1962.
1 pièce
- E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
- 356** 1. DISTRIBUTION D'EAU
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'autorisation pour Joseph Morhet d'établir une conduite d'eau à son habitation. 23 décembre 1903.
1 pièce
- 357** Dossier relatif aux travaux de réfection du puits de Monin. 1909, 1911.
1 chemise
- 358** Dossier relatif aux travaux d'établissement et d'extension du réseau. 1934-1957, 1964.
1 liasse
- 359** Dossier relatif aux travaux à effectuer à la fontaine Saint-Jean et à la fontaine du Centre. 1935-1937.
1 chemise

-
- 360 Dossier relatif à l'autorisation pour Jules Viatour de supprimer le filet d'eau et le cassis dans la traverse de la route en contre-bas de sa maison et de construire un aqueduc. 1936.
1 chemise
- 361 Dossier relatif à la création d'un service régional de distribution d'eau groupant la commune d'Achet et de Mohiville. 1947-1948.
1 chemise
- 362 Dossier relatif aux demandes de raccordement au réseau. 1948, 1954-1955, 1968.
1 chemise
- 363 Dossier relatif aux raccordements des pâtures au réseau. 1953-1957.
1 chemise
- 364 Correspondance relative à la demande de la ville de Ciney pour alimenter en eau potable Monsieur Heinen, fermier à Chacoux, sur le réseau d'Achet. 1954.
1 chemise
- 365 Convention intervenue avec Madame Tournay-Solvay relative à son accord pour la pose d'une conduite d'eau en sous-sol des terrains faisant partie des deux fermes dont elle est propriétaire. 11 juin 1956.
1 pièce
- 366 Dossier relatif à l'achat, à la pose et aux réparations de compteurs d'eau. 1956-1957, 1968-1970.
1 chemise
- 367 Rapport présenté par le Collège échevinal pour fixer le prix du m³ d'eau potable. 31 mars 1959.
1 pièce
- 368 - 372 DOSSIERS RELATIFS À L'AFFILIATION DE LA COMMUNE À L'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DES EAUX DU CONDROZ À SCY (AIEC). 1954-1961, 1964-1976.
- 368 Redevances. 1954-1961, 1964-1967, 1972-1976.
1 chemise
- 369 Bilans, ordres du jour et rapports des réunions. 1955-1957.
1 chemise
- 370 Relevé des compteurs d'eau. 1956-1958.

1 cahier

- 371 Désignation d'un délégué communal. 1966-1976.
1 chemise
- 372 Lettre du président au bourgmestre relative à une demande d'estimation du nombre de nouvelles habitations et nouveaux lotissements qui verront le jour d'ici 1980 afin d'estimer l'augmentation de la distribution d'eau, et réponse afférente. 1972.
2 pièces
- 373 Dossier relatif à la plainte d'un administré concernant la mauvaise qualité de l'eau. 1965, 1968.
1 chemise
- 374 Dossier relatif aux retards de paiement des redevances et aux mesures prises à ce sujet. 1966, 1968, 1970-1971.
1 chemise
- 375 Dossier relatif aux travaux de canalisation. 1969-1972.
1 chemise
- 376 Questionnaire reçu et renvoyé au commissaire voyer. 24 avril 1970.
1 pièce
- 377 Dossier relatif à la limitation de la consommation d'eau en raison de la sécheresse. 1975-1976.
1 chemise
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 378 Dossier relatif aux travaux d'électrification. 1929-1932, 1935, 1965.
1 chemise
- 379 Dossier relatif aux travaux d'électrification des écarts ruraux, des fermes et du Bois Saint-Paul. 1937-1968.
1 chemise
- 380 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'affiliation de la commune à la Société intercommunale et provinciale d'électricité (NAMELEC). 2 mai 1952.
1 pièce
- 381 Lettre de la Compagnie luxembourgeoise d'électricité à la commune relative à la baisse de la redevance communale et réponse de la commune s'opposant à cette réduction afin d'obtenir des fonds pour l'électrification du hameau de Sanzeau. 1953.

2 pièces

- 382** Dossier relatif à la désignation d'un délégué communal à l'Intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1956, 1965-1966, 1972-1976.
1 chemise
- 383** Dossier relatif au déplacement de lignes électriques qui entravent la modernisation de la section Emptinne - Pessoux de la route nationale n° 4. 1964-1965.
1 chemise
- 384** Dossier relatif aux travaux d'électrification du lotissement sis chemin du Bois Saint-Paul. 1964, 1966.
1 chemise
- 385** Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau. 1966.
1 chemise
- 386** Dossier relatif aux déplacements de poteaux. 1965, 1967, 1970-1971.
1 chemise
- 387** Dossier relatif aux autorisations pour la Société électrique de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) d'installer des postes de transformation aériens. 1972-1973.
1 chemise
- 388** 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif à la mise en place d'un réseau. 1956-1960, 1967.
1 chemise
- 389** Dossier relatif aux travaux d'extension et de renforcement du réseau. 1969-1973.
1 chemise
- 390** Dossier relatif à l'établissement d'un réseau d'éclairage public au lotissement Questiaux. 1972.
1 chemise
- 391** 4. TÉLÉPHONE
Dossier relatif à la pose de poteaux et câbles téléphoniques et aux raccordements au réseau. 1939-1976.
1 chemise

-
- 392 5. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES
Dossier relatif à l'installation d'un réseau de télédistribution. 1973, 1976.
1 chemise
- 393 6. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier relatif à la construction d'abribus. 1963-1968.
1 chemise
- 394 Dossier relatif aux services d'autobus. 1965, 1970-1975.
1 chemise
- 395 *F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
Dossier relatif à la réalisation du plan de secteur de la région
Dinant - Ciney - Rochefort. 1967-1975.
1 chemise
- 396 *G. RÉNOVATION URBAINE*
Dossier relatif à l'octroi de primes à la construction. 1949-1970.
1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

397 Dossier relatif aux assurances contre les accidents scolaires. 1968-1976.
1 chemise

B. CADRE GÉNÉRAL

398 Règlement des écoles primaires communales. 28 août 1958.
1 pièce

C. ORGANISATION

399 Dossier relatif à la division de l'école mixte en une école pour filles et une école pour garçons et à la nomination définitive de Victorine Riga au poste d'institutrice. 1948, 1951-1952.
1 chemise

400 Dossier relatif au choix du cours de religion ou de morale. 1959, 1968, 1971.
1 chemise

401 Dossier relatif au regroupement de l'école des filles et des garçons en une école mixte et à la création d'une classe primo-gardienne. 1965-1967.
1 chemise

D. BÂTIMENTS

402 Dossier relatif à la location des logements scolaires. 1936-1976.
1 chemise

E. ÉQUIPEMENT

403 Dossier relatif au mobilier scolaire. 1938-1939, 1949-1954.
1 chemise

404 Dossier relatif aux fournitures classiques. 1960-1964.
1 chemise

F. FINANCES

405 État de renseignements destinés à l'évaluation des subsides de la province pour les écoles libres de la commune. 1920.
1 pièce

-
- 406 Dossier relatif aux subventions de fonctionnement et subventions-traitements. 1960-1976. 1 chemise
- G. OBLIGATION SCOLAIRE*
- 408 Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. [1917], 1918-1919, 1944-1952, 1975-1976. 1 chemise
- 407 Dossier relatif à la prolongation de la scolarité. 1935-1936, 1949. 1 chemise
- 409 Liste des enfants non soumis à l'obligation scolaire. 22 mars 1951. 1 pièce
- 410 Liste des enfants qui fréquentent les écoles. 1951-1952. 1 pièce
- H. AVANTAGES SOCIAUX*
- 411 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif aux enfants ayant droit à l'instruction gratuite pendant l'année 1898-1899. 18 octobre 1898. 1 pièce
- 412 Listes des élèves dont les parents paient moins de dix francs de contributions en principal et en additionnels au profit de l'État. 1918-1920. 2 pièces

413

XIII. CULTURE

Correspondance relative à la mise en place d'une bibliothèque
publique. 1953.

1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

- 414 Dossier relatif aux recensements agricoles, horticoles, des emblavures d'hiver, des céréales et du bétail. 1933-1964. 1 liasse
- 271 Listes des taureaux admis, ajournés ou refusés. 1948-1961. 1 chemise
- 272 Registre des taureaux en âge de faire saillie non présentés aux expertises, refusés ou ajournés. 1948-1961. 1 pièce
- 415 Relevé des personnes exploitant des essarts communaux en partage. 1950. 1 pièce
- 273 Registre mentionnant le décès, l'achat, la vente ou toute autre modification des taureaux non approuvés. 1951-1960. 1 pièce
- 416 Fiches d'exploitants. [XXe siècle]. 1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. GÉNÉRALITÉS

- 417 Dossier relatif aux collectes organisées suite aux inondations survenues à la mer du nord. 1953. 1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS

- 418 Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs. 1955-1974. 1 liasse

2. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

- 419 Registre des demandes de pensions. 1964-1970. 1 cahier

C. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

- 420 Dossier relatif à l'autorisation pour Victor Lemaire d'exploiter un service de taxis. 1955-1957. 1 chemise

- 421 Dossier relatif aux déclarations de jour de repos hebdomadaire. 1961, 1966, 1975. 1 chemise

- 422 Attestations d'activité. 1962-1970. 1 chemise

- 423 Dossier relatif aux distinctions honorifiques. 1966-1976. 1 chemise

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE (CAP)

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. GÉNÉRALITÉS

- 424 Extrait du registre aux délibérations relatif à l'absence d'intervention du Bureau de bienfaisance dans les frais d'instruction, activité subventionnée par la commune. 18 novembre 1910. 1 pièce

2. FINANCES

- 425 Budgets annuels. 1920, 1922, 1924-1926, 1928-1929. 1 chemise

- 426 *426 - 428 COMPTES ANNUELS. 1900-1924.*
1900-1909. 1 chemise

- 427 1910-1919. 1 chemise

- 428 1920-1924. 1 chemise

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. PERSONNEL

429 - 430 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES-RECEVEURS.
1937-1975.

- 429 Victor Hayot. 1937-1970. 1 chemise

- 430 Jean Barbeaux. 1969-1975. 1 chemise

- 431 Dossier relatif à la nomination des membres et suppléants. 1947-1971. 1 chemise

2. FINANCES

432 - 436 BUDGETS ANNUELS. 1930-1941, 1943-1975, 1977.

432	1930-1939.	1 chemise
433	1940-1941, 1943-1949.	1 chemise
434	1950-1959.	1 chemise
435	1960-1969.	1 chemise
436	1970-1975, 1977.	1 chemise
<i>437 - 442 COMPTES ANNUELS. 1925-1976.</i>		
437	1925-1929.	1 chemise
438	1930-1939.	1 chemise
439	1940-1949.	1 chemise
440	1950-1959.	1 chemise
441	1960-1969.	1 chemise
442	1970-1976.	1 chemise
443	Compte de fin de gestion rendu par Victor Hayot à Paul Deheneffe. 1969.	1 cahier

3. EXÉCUTION DES TÂCHES

444	Dossier relatif à la création et à la participation de la Commission d'assistance publique au Service régional d'aide et de soins à domicile. 1970-1975.	
-----	--	--

1 chemise

XVII.RELATIONS AVEC LA FABRIQUE D'ÉGLISE

A. PERSONNEL

- 445 Dossier relatif aux renouvellements des membres du Conseil de Fabrique. 1954-1972. 1 chemise
- 446 Dossier relatif aux traitements. 1965-1966, 1974. 1 chemise

B. PATRIMOINE

- 447 Copie manuscrite d'un extrait de l'inventaire de la chapelle d'Achet. [XXe siècle]. 1 pièce

C. FINANCES

- 448 448 - 455 BUDGETS ANNUELS. 1900-1922, 1924, 1926-1977. 1900-1909. 1 chemise
- 449 1910-1919. 1 chemise
- 450 1920-1922, 1924, 1926-1929. 1 chemise
- 451 1930-1939. 1 chemise
- 452 1940-1949. 1 chemise
- 453 1950-1959. 1 chemise
- 454 1960-1969. 1 chemise
- 455 1970-1977. 1 chemise
- 456 Comptes annuels. 1973-1975. 1 chemise